

A Clermont-Ferrand, le **16 JAN 2025**



Le Vice-Président

Direction du Cycle de l'Eau
Réf : 2025-Départ : 12517

Affaire suivie par :
Anthony GUERIN
Tél. : 04 43 76 27 54 - aguerin@clermontmetropole.eu

Centre Hospitalier Universitaire Gabriel Montpied
Monsieur Didier HOELTGEN
Directeur Général
58 rue Montalembert
63000 CLERMONT-FERRAND

Lettre recommandée avec accusé de réception : 2C 181 417 5345 7

Objet : Arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques du CHU Gabriel Montpied

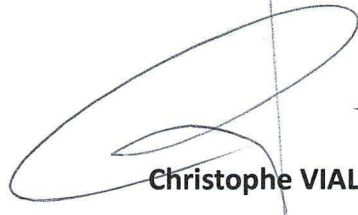
Monsieur le Directeur Général,

Par courrier électronique en date du 26 novembre 2024, vous avez sollicité la Direction du Cycle de l'Eau afin d'intégrer la surveillance de 3 nouveaux radionucléides utilisés par le service de médecine nucléaire dans l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques du 9 mars 2023.

Aussi, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint votre arrêté de déversement modifié en conséquence suite aux échanges avec la Direction du Cycle de l'Eau.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Président et par délégation



Christophe VIAL





**Arrêté d'autorisation de déversement
des eaux usées non domestiques
dans le système de collecte de
Clermont Auvergne Métropole**

*Centre Hospitalier Universitaire Clermont-Ferrand :
site Gabriel Montpied*

Le Président de Clermont Auvergne Métropole

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L 2224-12-2
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L 1331-10, L 1331-11, L1331-15 et R 1331-2, R 1333-12
- Vu la décision n°2008-DC-0095 de l'ASN : règles techniques pour l'élimination des déchets et effluents contaminés
- Vu le Guide n°18 de l'ASN « élimination des effluents et déchets »
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5
- Vu la note technique du ministère de l'Environnement du 12 août 2016 précisant les modalités de la recherche et de réduction des micropolluants dangereux (RSDE) dans les eaux traitées des stations de traitement des eaux usées
- Vu le règlement de service de l'assainissement collectif

et

Considérant que l'Autorité de sûreté nucléaire autorise la détention des radonucléides et a approuvé le plan de gestion des effluents liquides et gazeux ainsi que d'élimination des déchets contaminés par des radionucléides, ou susceptibles de l'être du fait de l'activité nucléaire

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le Centre Hospitalier Universitaire (site Gabriel Montpied) représenté par Monsieur Didier Hoeltgen, Directeur Général, implanté 58 rue Montalembert 63000 Clermont-Ferrand et désigné ci-après **l'Établissement**, est autorisé à rejeter ses eaux usées autres que domestiques au réseau d'assainissement de Clermont Auvergne Métropole, raccordé à la station d'épuration métropolitaine des Trois rivières, et ses eaux pluviales traitées au réseau pluvial métropolitain de Clermont Auvergne Métropole dans les conditions techniques, financières et administratives de raccordement et de pré-traitement des effluents rejetés fixées par le présent arrêté.

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté d'autorisation de déversement en date du 9 mars 2023.

Le CHU possède 6 branchements au réseau public d'assainissement (Plan **Annexe 4**) :

- 4 branchements Boulevard Winston Churchill (branchement N°2 EP strict, les autres branchements sont unitaires).
- 2 branchements Rue Montalembert (unitaire)

Point de rejet vers le réseau métropole	1 : Nord du site, boulevard Winston Churchill (conciergerie)	2 : Nord du site, boulevard Winston Churchill (chapelle)	3 : Nord du site, boulevard Winston Churchill (crèche)	4 : Nord du site, boulevard Winston Churchill (centrale groupes électrogènes)	5 : Est du site Rue Montalembert (Stérilisation Territoire)	6: Est du site rond-point rue Montalembert
Nature des effluents	EP/EU conciergerie, EP/EU administration générale, EP parking, EP secteur hospitalier	EP Chapelle, secteur technique, centre de production énergie électricité, chaufferie, parkings,	EP/EU bureaux, crèche, garderie, enseignement, amphithéâtre, école des cadres, médecine du travail, logements, garages, parkings	EP secteur hospitalier, EP/EU chaufferie, exploitation, magasin, déchetterie, parking, chaufferie EU secteur hospitalier, laboratoires, CJP, internat, chapelle	EP/EU du secteur de la Stérilisation de Territoire	EP/EU CMP, UCP-CAL, DI (CRIH), INSERM, CNRH, SAMU, centrale de suppression, EP parkings principaux
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement métropolitain Unitaire (Bd Winston Churchill)				Réseau d'assainissement métropolitain Unitaire (Rue Montalembert)	
Milieu récepteur ou station de traitement collective	STEP des 3 rivières Aulnat, rejet dans la masse d'eau FRGR0266 « L'Artière depuis Ceyrat jusqu'à sa confluence avec l'Allier ».					

Les eaux usées sont traitées à la station d'épuration des Trois Rivières, les eaux pluviales sont raccordées sur les collecteurs d'eaux pluviales publics (ou à défaut sur les collecteurs unitaires) de **Clermont Auvergne Métropole**. L'Établissement doit se conformer aux dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives :

- au rejet des effluents domestiques et industriels
- à la protection de l'environnement
- à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de son secteur d'activité
- au règlement sanitaire départemental
- au règlement de service public d'assainissement en vigueur
- à la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 Nature des activités

Code NAF et intitulé : 8610 Z – Activités hospitalières

L'établissement est un Centre Hospitalier Universitaire. Le site dispose actuellement de 869 lits et 180 places.

En raison de ses activités, l'Établissement est soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 13/11/2015. L'Établissement reçoit dans ses réseaux les effluents du Centre Jean Perrin, soumis à la réglementation de l'Autorité de Sûreté Nucléaire.

Usages de l'eau : L'établissement est alimenté exclusivement par le réseau d'eau potable pour les usages domestiques, non domestiques, le réseau incendie et l'arrosage.

La consommation du site s'élève à environ 165 000 m³, incluant les consommations d'eau de l'Établissement et de certains établissements tiers sous convention avec le CHU (CJP, EFS, SAMU, INSERM, UCA).

Bâtiments / localisation	Détail des activités
Henri- Dunant	Dialyse, Administratif
Chaudière	Chauffage (production vapeur)
UPC	4250 repas/j
Déchetterie	Stockage des déchets avant évacuation
Laboratoires	Analyses médicales, Institut Médico-Legal
Unité de stérilisation	Stérilisation
Morgue	
Héliport	
Bât Hospitaliers	Hébergement, Consultation, Plateau Technique
Hors CHU	
INSERM	Recherche médicale, radioactivité
CJP	Centre Jean Perrin : Médecine nucléaire et production repas (500 repas/j)
EFS	Etablissement Français du Sang

Point De Comptage	Compteurs	Observations
3287401	4109793	Chaufferie 2
3281501	4109795	Chaufferie 3
3411002	09XL219544	Montalembert 2
3411003	09XL219545	Montalembert 1
3381101	15JE129617	Internat
3636001	8065591	INCENDIE Chaufferie 1
3635901	9014347	INCENDIE Chaufferie 4
Point De Comptage	Compteurs	Observations

3411102	06XL096775	INCENDIE Montalembert 5
3380901	13JE049231	Crèche
3380801	15BG132522	IFSI
3367501	I21JE018935	MÉDECINE DU TRAVAIL
005155001	10UG016832	DIALYSE

2.2 RSDE (Recherche et Réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau)

Sans objet

2.3 Produits utilisés par l'Établissement et les conditions de stockage

Compte tenu des risques de pollution accidentelle, les produits liquides dangereux doivent notamment être stockés sur des dispositifs de rétention, conformément à la réglementation en vigueur. De manière générale, le volume utile de la rétention et au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Le dispositif de rétention doit être étanche aux produits qui y sont stockés, doit résister à l'action physique et chimique des fluides, doit être à l'abri des intempéries, et doit être isolé des réseaux d'eaux usées et pluviales.

Le sol des ateliers doit être imperméable à tous produits susceptibles de présenter un danger pour l'environnement.

A ce titre, l'Établissement doit tenir à disposition de Clermont Auvergne Métropole les fiches de données de sécurité (FDS) correspondantes.

En tout état de cause, l'Établissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter l'ensemble de la réglementation applicable au stockage des produits utilisés.

ARTICLE 3 : CLAUSES TECHNIQUES

3.1 Généralités

Les effluents industriels du site ne doivent pas être susceptibles de porter atteinte au bon fonctionnement et à la bonne conservation des réseaux, ainsi qu'à la sécurité et à la santé du personnel de la régie d'assainissement.

3.2 Admissibilité des rejets

3.2.1 Eaux usées

Les effluents industriels devront être compatibles avec un traitement d'épuration type urbain. L'effluent devra répondre aux critères suivants (cf B de l'annexe 1) :

- a) avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5,
- b) être ramené à une température inférieure ou au plus égale à 30°C,
- c) ne pas contenir de composés cycliques hydroxylés, ni leurs dérivés halogènes,
- d) être débarrassé des matières flottantes, décantables ou précipitables susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou dangereux incommodant les agents de la régie d'assainissement dans leur travail.

- e) être exempt d'éléments qui contribueraient à favoriser la manifestation d'odeurs ou de colorations anormales
- f) ne pas renfermer de concentrations en substances capables d'entraîner :
 - la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,
 - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux.
- g) être conforme aux valeurs limites indiquées dans l'annexe 1

Pour les paramètres non définis dans le cadre de cet arrêté, les valeurs limites à respecter sont celles définies dans la réglementation en vigueur.

Toute modification des rejets doit être connue et examinée par la Métropole afin de déterminer si une nouvelle autorisation de rejet peut être accordée ainsi que ses conditions d'application.

3.2.2 Eaux pluviales

Lorsque les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau séparatif de Clermont Auvergne Métropole, ces eaux doivent provenir uniquement des eaux de voirie et de toitures de l'Établissement.

Ces eaux pluviales doivent donc être exemptes de matière pouvant dégrader le milieu naturel.

Les capacités d'écoulement des eaux pluviales en aval du CHU sont actuellement suffisantes. En cas de nouvelles constructions entraînant une imperméabilisation des sols supplémentaire, le CHU les prendra en compte pour ajuster si nécessaire les capacités de rétention existantes.

L'Établissement devra également établir et faire appliquer des procédures en cas de déversement accidentel sur les voiries afin de limiter l'impact dans le réseau d'eau pluvial.

Pour le point de rejet n° 2, l'Établissement devra respecter les valeurs limites de rejet établi en **annexe 2**.

Nota : la règle normale est la gestion des eaux pluviales à la parcelle conformément à l'article 12 du règlement du service public métropolitain d'assainissement collectif.

3.3 Prétraitement

Les effluents contaminés par des radionucléides (Centre Jean Perrin) sont pré-traités selon le plan de gestion des effluents contaminés par des radionucléides approuvé par l'Autorité de Sureté Nucléaire (Annexe 5).

Les eaux usées non domestiques de l'Établissement subissent un pré-traitement avant rejet : liste des dispositifs (**Annexe 7**).

Les eaux pluviales de l'Établissement subissent un pré-traitement avant rejet : liste des dispositifs (**Annexe 7**).

Le cas échéant, les eaux propres seront séparées pour être rejetées au milieu naturel et les eaux usées subiront un prétraitement pour les ramener aux normes d'admissibilité des rejets. La construction des réseaux internes, des ouvrages de prétraitement et leur fonctionnement seront à la charge de l'Établissement.

Séparateur à hydrocarbures/bac à graisses : ces ouvrages devront être entretenus régulièrement par une entreprise spécialisée autant que de besoin pour garantir un rejet en conformité avec la réglementation.

L'Établissement doit tenir à la disposition du service assainissement de Clermont Auvergne Métropole, les informations ou les certificats correspondants attestant de l'entretien régulier de ses installations de pré-traitement et / ou de récupération des déchets.

Des prélèvements et des contrôles pourront être effectués à tout moment par la régie d'assainissement au niveau du regard de branchement.

Dès lors qu'une des caractéristiques dépasse une valeur fixée à l'article 3.2 et/ou l'**annexe 1**, les frais d'analyse et les frais annexes (déplacement des agents etc...) seront à la charge de l'Établissement.

3.4 Dispositifs de mesures et de prélèvement

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Établissement donnera accès au regard de branchement aux agents de la Métropole, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Établissement.

En cas de besoin d'accès aux branchements sur les réseaux de la Métropole, les agents doivent contacter en amont les numéros suivants :

Exploitation	Résident	PC sécurité
Service : 04.73.75.13.60 Laurent VEDEL : 04.73.75.13.11	06.77.04.75.74	04.73.75.22.11

Sauf en cas d'urgence, il est préférable de privilégier le service d'exploitation du lundi au vendredi de 8h à 16h.

3.5 Points de raccordement au réseau public d'assainissement

Point de rejet vers le réseau métropole	1 : Nord du site, boulevard Winston Churchill (conciergerie)	2 : Nord du site, boulevard Winston Churchill (chapelle)	3 : Nord du site, boulevard Winston Churchill (crèche)	4 : Nord du site, boulevard Winston Churchill (centrale groupes électrogènes)	5 : Est du site Rue Montalembert (Stérilisation Territoire)	6: Est du site rond-point rue Montalembert
Nature des effluents	EP/EU conciergerie, EP/EU administration générale, EP parking, EP secteur hospitalier	EP Chapelle, secteur technique, centre de production énergie électricité, chaufferie, parkings,	EP/EU bureaux, crèche, garderie, enseignement, amphithéâtre, école des cadres, médecine du travail, logements, garages, parkings	EP secteur hospitalier, EP/EU chaufferie, exploitation, magasin, déchetterie, parking, chaufferie EU secteur hospitalier, laboratoires, CJP, internat, chapelle	EP/EU du secteur de la Stérilisation de Territoire	EP/EU CMP, UCP-CAL, DI (CRIH), INSERM, CNRH, SAMU, centrale de suppression, EP parkings principaux

3.6 Réseaux-modification à réaliser

Réalisation d'une étude des rejets spécifique aux différentes activités de l'Établissement (INSERM, laboratoire, UPC, morgue...).

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS

4.1 Obligations de l'Établissement

L'Établissement s'engage :

- à fournir à la Métropole l'arrêté préfectoral en vigueur dans l'Établissement et à informer la Métropole en cas de modification,
- à fournir tous les ans, en début d'année (15 février), le détail des consommations d'eau potable entrant dans le calcul du coefficient de rejet, le cas échéant,

- à tenir à disposition les certificats de vidange des bacs à graisses à la Direction du Cycle de l'Eau de la Métropole, le cas échéant,
- à tenir à disposition les certificats de vidange des séparateurs à hydrocarbures à la Direction du Cycle de l'Eau de la Métropole, le cas échéant,
- à faire réaliser à ses frais, les **bilans de pollution** sur **24 heures** par temps sec asservis au débit sur une période représentative de l'activité portant sur les paramètres reportés en (**annexe 1**). Les résultats seront transmis dans les meilleurs délais, sous forme synthétique (rapport d'analyse, tableau de type Excel facilement exploitable...),
- à réaliser des analyses complémentaires sur demande de la Direction du Cycle de l'Eau, si toutefois un autre élément physico-chimique (non cité au 3.2) venait à perturber le fonctionnement des réseaux et/ou de la station d'épuration. S'il est prouvé que le CHU est à l'origine de la perturbation, les frais d'analyses sont pris en charge par le CHU. Dans le cas contraire, les frais d'analyses seront à la charge de la Métropole,
- à fournir les résultats des analyses de recherche de substances dangereuses (action RSDE), si l'établissement est concerné,
- à réaliser à ses frais, si nécessaire, les travaux relatifs aux équipements de contrôle de ses effluents,
- à rejeter ses effluents dans les limites et conditions fixées à l'article 3.2,
- à adresser à la collectivité, les résultats des contrôles de ses effluents effectués à la demande des Services de l'État et notamment de la Direction Régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (D.R.E.A.L.),
- à informer la Métropole de tout changement d'activité ou de nouvelles activités sur le site ayant une incidence sur les effluents rejetés au réseau public.

4.2 Obligations de la Métropole

La Métropole s'engage :

- à accepter les effluents de l'Etablissement tels que caractérisés à l'article 2 et dans les annexes,
- à fournir à l'Etablissement, sur sa demande, le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service Public d'assainissement (RPQS) métropolitain,
- à prévenir l'industriel de toute difficulté liée à l'exploitation du réseau ou du non respect des termes de l'arrêté.

La Métropole est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement, sauf en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations.

ARTICLE 5 : CLAUSES FINANCIÈRES

La redevance assainissement est assise sur le volume d'eau prélevé par l'établissement sur le réseau public de distribution.

Pour tenir compte du volume d'eaux usées rejeté par rapport au volume d'eau prélevé, de l'impact du déversement sur la charge du service public d'assainissement et du degré de pollution, le volume d'assiette de la redevance est corrigé par application successive des coefficients suivants :

- coefficient de rejet : 1
- coefficient de pollution : X (à calculer sinon par défaut 1) et $C_p \geq 1$

Ce coefficient sera recalculé annuellement en fonction de l'analyse réalisée suivant la formule de calcul en annexe, arrondi au centième le plus proche (**Annexe 3**). (Exemple : $C_p = 1,3$ par rapport aux analyses de l'année 2020, ce coefficient sera appliqué sur les factures de 2021).

Le prix/m³ comprend une part correspondant à la collecte des eaux usées et une part correspondant au traitement.

La redevance due est égale au volume d'assiette corrigé, multiplié par le prix au m³ en vigueur ; elle est facturée semestriellement avec la consommation d'eau.

ARTICLE 6 : NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

6.1 Conduite à tenir par l'Établissement en cas de déversement accidentel

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées (accident de fabrication, rejet accidentel, anomalie de rejet avec dépassement des valeurs limites, etc.), l'Établissement s'engage à :

1. *Informier immédiatement* la Métropole de tout incident ou anomalie de nature à perturber le bon fonctionnement du réseau et de la station d'épuration (n° de téléphone des services à contacter : de 8h15 à 16h - jours ouvrés : 04 43 76 28 28 sinon : 06 26 34 60 42 astreinte),
Ces alertes ne dispensent pas l'Établissement d'avertir les services d'urgence en cas de danger pour le voisinage, la clientèle, son personnel ou l'environnement.
2. Prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté, c'est-à-dire, le cas échéant :
 - x isolation du réseau d'évacuation d'eaux usées autres que domestiques si le dépassement fait peser un risque pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Métropole.
 - x évacuation des rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé sauf accord de la Métropole.
3. De prendre toutes mesures nécessaires pour régulariser la situation, au besoin en modifiant ses installations. Dans ce cas, Clermont Auvergne Métropole sera informée des modifications envisagées.

6.2 Conséquences du non-respect de l'autorisation de déversement

En cas de non-respect des conditions générales d'admission des effluents, de ses valeurs limites et sans information et/ou justification préalablement soumise à l'acceptation de la Direction du Cycle de l'Eau de la Métropole, pourront s'appliquer :

- x La majoration du coefficient de pollution, celui-ci prendra en compte les résultats des analyses réalisées par le CHU le cas échéant, ou à défaut le coefficient sera doublé ;
- x La restriction du rejet dans le réseau public de collecte à la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté ;
- x La mise en œuvre de toutes mesures susceptibles de mettre fin à l'incident constaté y compris la fermeture du ou des branchements en cause notamment si les rejets de l'établissement présentent un danger majeur et imminent pour le réseau de collecte et/ou le système de traitement récepteurs ;
- x La révocation du présent arrêté en l'absence de proposition d'un plan d'action correctif par le CHU dans les 2 mois après la constatation de la non-conformité ;
- x L'engagement de poursuites pour non-respect des clauses de l'arrêté d'autorisation de déversement en référence à l'article L.1337-2 du Code de la Santé Publique « Est puni de 10 000 € d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau »

public de collecte des eaux usées sans l'autorisation [...] ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

En sus de l'application de la réglementation en vigueur, dans le cas où le rejet de l'établissement entraînerait une dégradation des ouvrages publics de collecte, transport et traitement des eaux usées et/ou aurait un impact sur la quantité et la qualité des sous-produits et des boues du système d'assainissement, il pourra être demandé à l'établissement de :

- x Réparer les préjudices subis par la Métropole et rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci (frais de constatation des dégâts (sondage visuel des réseaux, prélèvements, analyses etc.) et de réparation) ;
- x Supporter intégralement les charges financières afférentes aux préjudices éventuels en résultant, notamment ceux causés au milieu naturel.

La responsabilité du CHU dans cette dégradation devra être justifiée par la Direction du Cycle de l'Eau de la Métropole.

ARTICLE 7 : DURÉE ET CARACTÈRE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est exécutoire dès sa transmission en préfecture et sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception à l'établissement.

Cette autorisation est précaire et révocable. Elle est aussi délivrée à titre personnel. Elle est donnée pour une durée de 5 (cinq) ans à compter du 15/03/2023. Pour renouveler son arrêté, l'industriel devra faire une demande à la collectivité six mois avant l'échéance.

Sans préjudice à la réalisation du service public hospitalier porté par l'établissement, l'arrêté peut être retiré ou suspendu à tout moment en cas de nécessité du service ou pour un motif d'intérêt général. Le bénéficiaire sera informé dans les meilleurs délais en fonction des contraintes du service.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

S'il est constaté par le service le non-respect des prescriptions dudit arrêté, il pourra être mis fin à l'autorisation, après que l'établissement dispose d'un délai de deux mois (2 mois) à compter du courrier de mise en demeure de faire cesser le rejet non conforme.

De même, toute modification apportée par l'établissement de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du service (par exemple modifications de procédés ou d'activité). Ce changement pourra faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation, la modification intervient dans les mêmes conditions que pour la délivrance de l'autorisation.

L'Établissement bénéficiaire de l'arrêté a une faculté de dénonciation à tout moment.

L'autorisation est accordée à titre personnel : en cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement devra en informer le service.

ARTICLE 8 : RECOURS

Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand d'un recours contentieux dans les deux mois (2 mois) à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit être introduit dans les deux mois (2 mois) suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois (2 mois) le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

ARTICLE 9 : EXÉCUTION

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements.

Le Président de Clermont Auvergne Métropole, l'Établissement, le Comptable du Trésor de la Métropole, les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention seront soumis à une commission d'arbitrage arrêté d'un commun accord par les deux parties. Dans le cas où un arrangement ne pourrait pas être retenu, les Parties faisant élection de domicile à Clermont-Ferrand attribuent expressément compétence aux tribunaux de la juridiction de Clermont-Ferrand pour le règlement de leurs différends.

ARTICLE 10 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

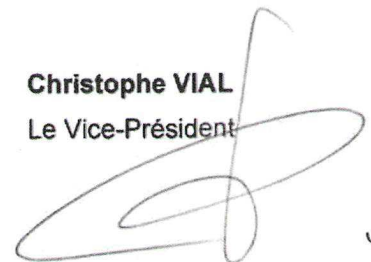
L'Établissement Centre Hospitalier Universitaire dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé par la réglementation en vigueur.

A Clermont-Ferrand, le 15 JAN 2025

Pour le Président et par délégation

Christophe VIAL

Le Vice-Président



ANNEXE 1 : Prescriptions techniques – Analyses et contrôles Eaux usées non domestiques

Les eaux usées non domestiques en provenance de l'Établissement doivent répondre aux prescriptions suivantes :

A) Débit maximal rejeté autorisé (si nécessaire)

Débit journalier (prélèvements eau potable): 450 m³/jour en moyenne annuelle
 Débit max : 40 m³/h

B) Concentrations autorisées et fréquence des analyses

1. Autocontrôle demandé

Points de contrôles :

- Point aval CJP (Trimestriel, dont 2/an avec mesures en interne)
- Émissaire de l'établissement (point de rejet n°4) (semestriel sauf radioéléments en fréquence annuelle)
- Zone Montalembert (point de rejet n°5) (semestriel)
- Stérilisation de territoire (point de rejet n°6) (semestriel)

Bilan de pollution sur 24h, proportionnel au débit par temps sec sur une période représentative de l'activité devra être effectué. Ces analyses devront être réalisées par un organisme agréé et les résultats devront être transmis à Clermont Auvergne Métropole.

Paramètres (in situ)	Fréquence d'analyse
Débit	semestriel
T°	semestriel
pH	annuelle

Paramètres	Valeurs limites de concentrations (mg/l)	Fréquence d'analyse
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	2000	semestriel
Demande Biochimique en Oxygène à 5 j	800	semestriel
DCO/DBO ₅	< 3	calcul
Matières en suspension	600	semestriel
Azote total	150	semestriel
Phosphore total	50	semestriel
Zinc	0,8	semestriel
Cuivre	0,5	semestriel
Nickel	0,2	semestriel

Arsenic	0,05	semestriel
Hydrocarbures	5	semestriel
Fluorures	15	semestriel
Huiles et graisses	150	semestriel

Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double de la valeur limite de concentration.

Paramètres	Valeurs limites de concentrations (mg/l)	Fréquence d'analyse
Mercuré	0,05	semestriel
Cadmium	0,1	semestriel
Plomb	0,1	semestriel
Chrome	0,1	semestriel
Chrome hexavalent	0,05	semestriel
AOX	1	semestriel
Détergents anioniques	10	semestriel
Détergents non ioniques	10	semestriel

Autres paramètres spécifiques à respecter :
(Point aval CJP et émissaire établissement n°4)

Paramètres	Valeurs limites	Fréquence d'analyse
Matières inhibitrices	< 2 Equitox/m ³	semestriel
Iode 123	20 000 Bq/L	semestriel
Iode 125	20 000 Bq/L	semestriel
Iode 131	20 000 Bq/L	semestriel
Fluor 18	2000 Bq/L	semestriel
Gallium 68	2000 Bq/L	semestriel
Indium 111	2000 Bq/L	semestriel
Technétium 99m	20 000 Bq/L	semestriel
Tallium 201	2000 Bq/L	semestriel
Lutécium 177	20 000 Bq/L	Semestriel
Actinium 225	2000 Bq/L	Semestriel
Zirconium 89	500 Bq/L	Semestriel
Radium 223	100 Bq/L	Semestriel
Actinium 225	100 Bq/L	Semestriel
Cuivre 64	2000 Bq/L	Semestriel

ANNEXE 2 : Prescriptions techniques – Analyses et contrôles Eaux pluviales

Les eaux pluviales en provenance de l'Établissement doivent répondre aux prescriptions suivantes :

A) Admissibilité du rejet

Paramètres	Valeurs limites
pH	6,5 à 8,5
Température	< ou = 30°C
MES	35 mg/l
DBO5	30 mg/l
DCO	125 mg/l
NGL	10 mg/l
Phosphore total	1 mg/l
COT	70 mg/l
Sulfates	250 mg/l
Hydrocarbures	5 mg/l
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al)	0,5 mg/l
Matière inhibitrice	1 Equitox/m ³
AOX	0,2 mg/l
Indice phénol	0,3 mg/l

B) Analyses

Analyse annuelle au point de rejet N°2 :

Paramètres	Valeurs limites
pH	6,5 à 8,5
Température	< ou = 30°C
MES	35 mg/l
DBO5	30 mg/l
DCO	125 mg/l
NGL	10 mg/l
Phosphore total	1 mg/l
COT	70 mg/l
Hydrocarbures	5 mg/l
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe et Al)	0,5 mg/l

ANNEXE 3 : Calcul du coefficient de pollution

$$C_p = 0,2 \times \frac{DCO_i}{DCO_u} + 0,2 \frac{DBO5_i}{DBO5_u} + 0,2 \frac{MES_i}{MES_u} + 0,2 \frac{NGL_i}{NGL_u} + 0,2 \frac{P_i}{P_u} \quad \text{et } C_p \geq 1$$

[] : concentration

L'indice i correspond au rejet de l'industriel

L'indice u correspond à l'effluent urbain domestique

Le coefficient de pollution retenu sera celui dont le rapport de la concentration industrielle (provenant des analyses) sur la concentration domestique (tableau ci-dessous) sera le plus élevé.

Caractéristiques d'un effluent urbain domestique :

Paramètres	Effluent domestique pour un habitant (g/j)	Concentration pour 150 litres (volume moyen journalier par habitant) en mg/l
DCO	135	900
DBO5	60	400
MES	70	466
NGL	12	80
P	2,5	17

Exemple :

Résultats analyses industrielles

DCO = 1000 mg/l

DBO5 = 500 mg/l

MES = 500 mg/l

N = 120 mg/l

P = 10 mg/l

Le coefficient retenu sera $C_p = 1,1$

ANNEXE 4 : Points de rejets

Rejet sur réseau Unitaire Urbain

- 1 EP-EU
- 2 EP
- 3 EP-EU secteur IFSI
- 4 EP-EU rejet principal hôpital
- 5 EP-EU ancienne blanchisserie
- 6 EP-EU rejet principal

Mesure de Bruit MdB

CHU de Clermont-Ferrand

Hôpital Gabriel MONTPIED



ANNEXE 5 :

Prétraitement et gestion des effluents contaminés par les Radionucléides

Tous les radionucléides utilisés par l'établissement ont une période inférieure à 100 jours. Les eaux contaminées par des radionucléides sont pré traitées selon le « plan de gestion des effluents contaminés par des radionucléides » et selon les indications techniques du guide ASN N° 18.

L'Établissement devra informer la Direction du Cycle de l'Eau de tout changement majeur dans le plan de gestion des effluents contaminés par des radionucléides.

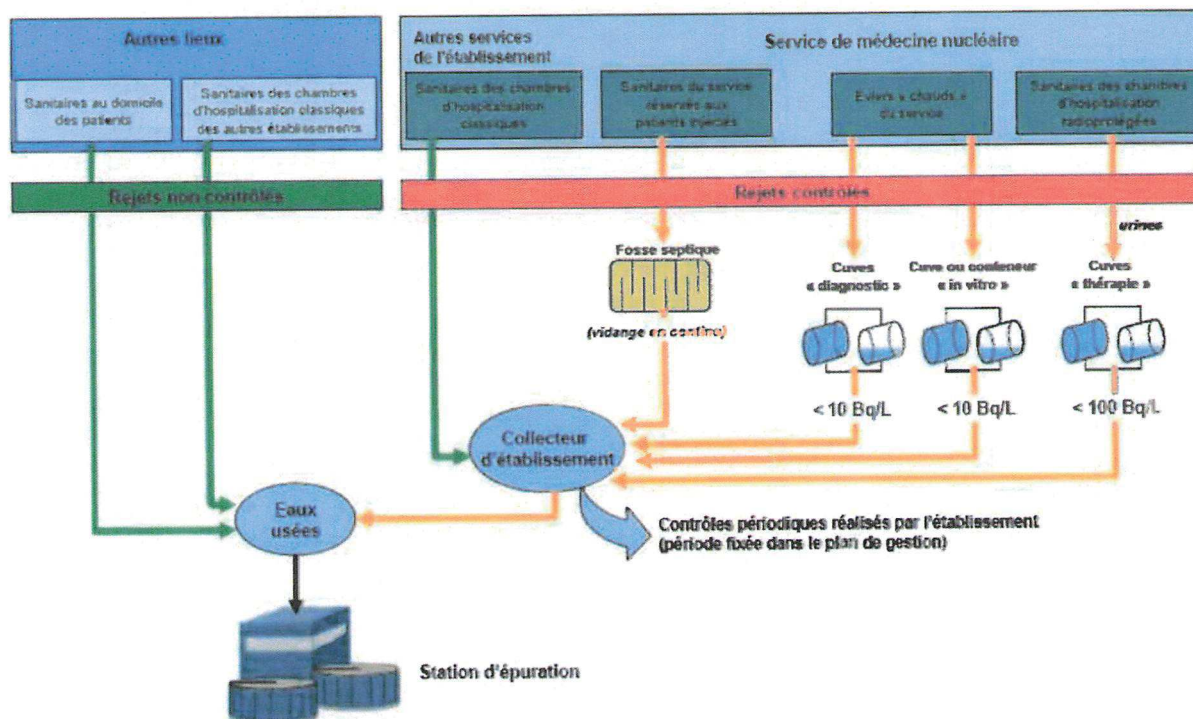


Figure 2 : la gestion des effluents liquides contaminés par des radionucléides de période inférieure à 100 jours générés par les installations de médecine nucléaire

Pour les effluents liquides courte période :

- 2 cuves de décroissance de 2 m³ «cuve Tc99m »
- 2 cuves de décroissance de 0,5 m³ «cuve TEP 2 »

La vidange de ces fosses est réalisée lorsque l'activité volumique est **< 10 Bq/L**

Pour les effluents liquides longue période :

- 2 cuves de décroissance de 4 m³ «cuve I131 »
- 2 cuves de décroissance de 4 m³ «cuve I131 MN»

La vidange de ces fosses est réalisée lorsque l'activité volumique est **< 100 Bq/L**

Pour l'ensemble des effluents du bâtiment H CJP :

- Fosse tampon 23 m³

La gestion des effluents liquides contaminés par des radionucléides doit garantir la conformité des doses susceptibles d'être reçues par les personnels intervenant dans les réseaux d'assainissement et la station d'épuration inférieure à 1 mSv/an. Cette étude d'impact réalisée grâce à l'outil CIDRRE (IRSN) doit être fournie à la Direction du Cycle de l'Eau et adaptée à chaque changement de situation.

ANNEXE 6: Note explicative : définition des limites de rejet des effluents radioactifs

Reconstitution de la dose reçue par les travailleurs des réseaux de collecte et des stations d'épuration avec l'application IRSN/CIDRRE

❖ Texte réglementaires :

[1] Guide technique de l'ASN n° 18 du 26 janvier 2012 « Élimination des effluents et des déchets contaminés par des radionucléides produits dans les installations autorisées au titre du Code de la santé publique »

[2] Décision n° 2008-DC-0095 du 29 janvier 2008 de l'Autorité de sûreté nucléaire fixant les règles techniques auxquelles doit satisfaire l'élimination des effluents et des déchets contaminés par les radionucléides, ou susceptibles de l'être du fait d'une activité nucléaire, prise en application des dispositions de l'article R. 1333-12 du code de la santé publique.

[3] Lettre circulaire de l'ASN du 27 mai 2019 « Déversement de radionucléides artificiels dans un réseau d'assainissement collectif »

[4] Rapport du groupe de travail GTDE du mai 2019 « Déversement dans les réseaux d'assainissement des effluents contenant des radionucléides provenant des services de médecine nucléaire et des laboratoires de recherche »

[5] Rapport PRP-HOM 2015-0007 de l'IRSN « estimations dosimétriques des personnels des réseaux d'assainissement : Méthode générique d'estimation et déclinaison site par site – Modèle CIDRRE » : <https://cidre.irsn.fr/>

Nous avons basé notre réalisation d'étude d'incidence de ces rejets sur l'utilisation du rapport PRP-HOM 2015-0007 (Estimations dosimétriques des personnels des réseaux d'assainissement : Méthode générique d'estimation et déclinaison site par site modèle CIDRRE).

Dans ce modèle deux méthodes génériques sont proposées :

- 1) Une méthode générique qui prend en compte les activités annuelles administrées (en MBq/an) dans le service de médecine nucléaire sans tenir compte des cuves de décroissance de l'établissement.
- 2) Une méthode spécifique qui prend en compte les activités annuelles rejetées dans le collecteur de l'établissement (en MBq/an). Cette méthode prend en compte les cuves de décroissance de l'établissement.

Nous avons opté pour la seconde méthode.

Nous présenterons deux calculs :

- Calcul n°1 à partir des limites de rejets définies à l'émissaire de l'établissement
- Calcul n°2 à partir des activités réellement administrables sur l'année pour le ^{63}Zr , ^{223}Ra et ^{226}Ac correspondant aux rejets annuels maximums réels

Calcul n°1 : Méthode de calcul spécifique à notre site basée sur les limites de rejet autorisées dans le collecteur de l'établissement

La méthode de calcul utilisée est représentative du fonctionnement de notre établissement concernant la gestion des eaux usées et des effluents radioactifs.

En effet, la totalité des effluents radioactifs du service de médecine nucléaire et radiothérapie métabolique sont récoltés dans des cuves de décroissance (2 cuves pour ^{18}F et ^{68}Ga , 4 cuves pour les périodes courtes dont $^{99\text{m}}\text{Tc}$ et ^{64}Cu , 4 cuves pour les périodes longues dont ^{131}I , ^{177}Lu , ^{223}Ra , ^{89}Zr et ^{225}Ac du service de médecine nucléaire et enfin 4 cuves pour les périodes longues ^{131}I , ^{177}Lu , ^{223}Ra et ^{225}Ac pour le secteur d'hospitalisation en radiothérapie métabolique).

Nous avons choisi de fixer les limites de rejets à l'émissaire de notre établissement pour le $^{99\text{m}}\text{Tc}$, le ^{131}I et le ^{177}Lu à 20 000 Bq/L afin de préserver notre capacité de détection des incidents (mise à jour de la convention avec le gestionnaire de réseau en cours et accord de principe de M. Delvalle/ASN sur la méthodologie). Cette hypothèse très pessimiste considère que 100% des eaux usées sont rejetées par l'établissement avec une concentration en $^{99\text{m}}\text{Tc}$, ^{131}I et ^{177}Lu de 20 000 Bq/l tout au long de l'année.

Nous avons choisi de fixer les limites de rejets à l'émissaire de notre établissement pour les radioéléments suivants (^{18}F , ^{68}Ga , ^{123}I , ^{125}I , ^{111}In , ^{201}Tl , et ^{64}Cu) à 2 000 Bq/L afin de préserver notre capacité de détection des incidents. En effet, aucun dépassement d'une concentration de 1 000 Bq/L n'a jamais été observé pour ces radioéléments.

Nous avons choisi de fixer les limites de rejets à l'émissaire de notre établissement pour le ^{89}Zr à 500 Bq/L afin de préserver notre capacité de détection des incidents.

Nous avons choisi de fixer les limites de rejets à l'émissaire de notre établissement pour le ^{223}Ra et le ^{225}Ac à 100 Bq/L afin de préserver notre capacité de détection des incidents.

Ces limites de rejet sont basées sur les volumes d'activité potentiellement administrables annuellement pour chaque radionucléide.

Données utilisées pour les calculs :

- Le débit d'eau annuel usée rejeté par le Centre Jean Perrin est de 13 635 m³/an, soit 13 635 000 L/an.
- L'activité annuelle rejetée dans le collecteur de l'établissement pour chaque radionucléide a été calculée en multipliant le débit d'eau annuel rejeté par la limite de rejet définie. A noter que l'activité en ^{131}I est surestimée par ce calcul car la totalité des rejets est affectée à l'ambulatorio mais aussi à l'hospitalisation.
- Le débit d'eau entrant moyen dans la STEP pour Clermont-Ferrand est de : 50 369 m³/j
<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>

Radioélément	^{18}F	^{68}Ga	^{123}I	^{125}I	^{131}I Ambu	^{131}I Hosp	^{111}In	$^{99\text{m}}\text{Tc}$	^{201}Tl	^{177}Lu	^{64}Cu
Limite de rejet (Bq/L)	2000	2000	2000	2000	20000	20000	2000	20000	2000	20000	2000
Activité annuelle dans le collecteur (MBq)	27270	27270	27270	27270	272700	272700	27270	272700	27270	272700	27270

Radioélément	^{225}Ac	^{223}Ra	^{89}Zr
Limite de rejet (Bq/L)	100	100	500
Activité annuelle dans le collecteur (MBq)	1363	1363	6817

Reconstitution de la dose reçue par les travailleurs des réseaux de collecte et des stations d'épuration avec l'application IRSN/CIDRRE

IRSN CIDRE Accueil Comprendre l'impact Aide à la décision

INSTITUT NATIONAL DE RADIODIAGNOSTIC ET D'ÉCARTOLOGIE

Calcul d'Impact des Déversements Radioactifs dans les REseaux

Radionucléides <input type="checkbox"/> Cs-137 <input checked="" type="checkbox"/> Co-60 <input type="checkbox"/> Zr-90 <input type="checkbox"/> H-129 <input type="checkbox"/> Sr-90m <input type="checkbox"/> Ra-226 <input type="checkbox"/> Rn-222+	<input checked="" type="checkbox"/> F-18 <input checked="" type="checkbox"/> Ga-67 <input type="checkbox"/> Tc-99m <input type="checkbox"/> I-131 ambu. <input type="checkbox"/> Lu-177m <input type="checkbox"/> Ti-201 <input type="checkbox"/> Ac-225 +	<input type="checkbox"/> Cr-51 <input type="checkbox"/> Rh-82 <input type="checkbox"/> In-111 <input type="checkbox"/> I-131 hosp. <input type="checkbox"/> Lu-177 sans cure <input type="checkbox"/> Pb-212 +	<input checked="" type="checkbox"/> Cu-64 <input type="checkbox"/> Rh-86 <input type="checkbox"/> I-123 <input type="checkbox"/> Sm-153 <input type="checkbox"/> Lu-177 cure 6h <input type="checkbox"/> Bi-212 +	<input type="checkbox"/> Co-60 <input type="checkbox"/> Sr-89 <input type="checkbox"/> Cs-134 <input type="checkbox"/> Tb-149 <input type="checkbox"/> Lu-177 cure 24h <input type="checkbox"/> Th-232 +	<input type="checkbox"/> Zn-65 <input type="checkbox"/> Y-90 <input type="checkbox"/> I-125 <input type="checkbox"/> Ho-166 <input type="checkbox"/> Re-186 <input type="checkbox"/> At-211
---	--	---	--	---	--

[+ de RN >>](#)

Activités assignées administrativement par les services (en MBq/an)

F-18 27270	Ga-68 27270	Tc-99m 272700	In-111 27270	I-123 27270	I-131 ambu. 272700
I-131 hosp. 272700	Lu-177 cure 6h 272700	Ti-201 27270	I-125 27270	Ac-225 + (36)	Ra-223 + (36)
Zr-89 5817	Cu-64 27270				

Débit d'eau annuel usée rejetée (en m³/an) 13635

Débit d'eau entrant moyen dans le SCLIP (en m³/j) 5036

--> disponible via le portail d'information sur l'aménagement communal

[calculer](#)

Dose efficace annuale (en $\mu\text{Sv}/\text{an}$)

^a reçue par les travailleurs des réseaux de collecte et des stations d'épuration (STEP) pour un rejet de radionucléides dans 12636 m³/an d'eaux usées, en considérant un débit d'eau entrant moyen dans la STEP de 50366 m³/j

② Tous les chiffres sont arrondis au million supérieur.

RN	EGOUTIER		STEP		EVACUATION		EPANDAGE	
	EMERGE µSv/an	IMMERGE µSv/an	File eaux µSv/an	File boues µSv/an	boues µSv/an	boues µSv/an		
F-10 projet de 27270 Mkg/an - Mod. nat.	8	9	1	1	0	0		
CU-64 projet de 27212 Mkg/an	7	22	1	2	1	1		
GA-68 projet de 27270 Mkg/an	34	106	1	0	0	0		
Zr-88 projet de 6817 Mkg/an	11	33	1	86	38	31		
Te-99m projet de 27230 Mkg/an - Mod. nat.	17	24	1	1	1	1		
Sn-113 projet de 27270 Mkg/an	12	42	1	67	33	26		
I-123 projet de 27270 Mkg/an	5	16	1	2	1	1		
I-125 projet de 27270 Mkg/an	1	1	1	5	4	3		
I-131 ambio projet de 27270 Mkg/an - Mod. nat.	94	110	1	223	149	141		
I-131 hosp. projet de 27270 Mkg/an - Mod. nat.	26	32	1	63	45	41		
Lu-177 curio projet de 27270 Mkg/an - Mod. nat.	5	18	1	27	18	17		
Tl-201 projet de 27270 Mkg/an	2	8	1	13	6	5		
Ru-223 + projet de 361 Mkg/an	1	2	1	69	54	28		
Ac-225 + projet de 373 Mkg/an	1	2	1	12	9	6		
Σ file	223	624	1	584	352	293		

Figure 1

Export Fixed

En considérant ces hypothèses défavorables, la dose efficace annuelle totale reçue par les travailleurs des réseaux de collecte et des stations d'épuration avec l'application IRSN/CIDRRE est dans le cas le plus pénalisant de 584 $\mu\text{Sv/an}$. La limite de dose annuelle pour le public de 1 mSv/an n'est pas dépassée.

A noter que ^{125}Ac (12 $\mu\text{Sv/an}$ au maximum), le ^{223}Ra (69 $\mu\text{Sv/an}$ au maximum), le ^{89}Zr (86 $\mu\text{Sv/an}$ au maximum) et le ^{64}Cu (22 $\mu\text{Sv/an}$ au maximum) ont des contributions faibles sur la dose effective annuelle.

ANNEXE 7 :**Séparateurs d'hydrocarbures**

m3/séparateur	Périodicité
HGM parking Central 45m3	Tous les ans
SAMU parking 20m3	Tous les ans
URGENCES parking 5m3	Tous les ans
EFS parking 6m3	Tous les ans
CRIH parking 5m3	Tous les ans
CRIH GE 1m3	Tous les ans
Chaufferie parking 1m3	Tous les ans
Garage 3m3	Tous les ans
UCP parking 5m3	Tous les ans

Bac à graisses cuisines

M3/boite	Périodicité
HGM UCP 15m3	Tous les mois + 1 nettoyage annuel
Préparation culinaire Jean Perrin	Tous les mois